

Accueil>Intenter une action en justice>Où et comment>Coûts

## Coûts

Pologne

Cette page fournit des informations sur les coûts judiciaires en Pologne.

[Droit de la famille - Divorce](#)

[Droit de la famille – Garde des enfants](#)

[Droit de la famille – Pension alimentaire](#)

[Droit commercial – Contrat](#)

[Droit commercial – Responsabilité](#)

**Cadre réglementaire régissant les honoraires des professions juridiques**

### Avocats

En Pologne, la rémunération d'un avocat dans le cadre d'une affaire est établie par un accord entre l'avocat (*adwokat*) et le client. Cet accord est soumis à la législation. Les facteurs suivants peuvent être pris en considération:

- la complexité et la portée de la question juridique;
- le temps nécessaire pour mener à bien la mission;
- l'expérience et les compétences professionnelles de l'avocat;
- les contraintes de temps;
- le degré d'urgence;
- d'autres facteurs.

Conformément aux règles du ministère de la Justice sur les honoraires des services d'avocats (du 28 septembre 2002), (*rozporządzenie w sprawie opłat za czynności adwokackie*) la rémunération doit prendre en compte:

- la complexité et la nature de l'affaire;
- le travail nécessaire pour mener l'affaire à son terme;

Dans des cas particuliers, selon la situation matérielle et familiale du client, l'avocat peut fixer la rémunération à un niveau inférieur à celui requis par la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles.

En principe, la partie qui succombe règle les frais des procédures judiciaires. Cependant, le montant accordé par le juge (pour la représentation par un avocat) doit respecter les limites fixées par les règles du ministère de la Justice sur les honoraires des services des avocats (du 28 septembre 2002). Par conséquent (conformément au paragraphe 2), les honoraires ne peuvent dépasser le taux minimum multiplié par six, ni la valeur de l'objet du litige. Le montant des honoraires dépend également de la nature et des objectifs de l'affaire ainsi que du stade de la procédure. Les chapitres 2 à 5 des règles fixent les honoraires minimaux pour certains types d'affaires.

### Avoués

La fonction d'avoué (*radcy prawni*) en Pologne est régie par des règles semblables à celles qui régissent la fonction d'avocat.

### Officiers d'exécution judiciaire/huissiers de justice

La législation polonaise fixe également les honoraires des officiers d'exécution judiciaire/huissiers de justice (loi sur les officiers d'exécution judiciaire et les procédures d'exécution - *ustawa o komornikach sądowych i egzekucji*).

Les règles générales sont les suivantes:

Dans toutes les affaires portant sur un montant financier, la rémunération doit être calculée en pourcentage de la créance probable. Quand l'officier d'exécution judiciaire obtient le paiement de la créance, la rémunération payée par le créancier ne peut dépasser 2 % de la valeur du montant de la créance et ne peut être inférieure à 3 % d'une rémunération mensuelle moyenne, ni supérieure à ce montant multiplié par cinq.

Lors de l'exécution d'une créance, l'officier d'exécution judiciaire fait payer une taxe au débiteur qui représente 15 % du montant demandé. Dans le même temps, cette rémunération ne peut être inférieure à 10 % d'une rémunération mensuelle moyenne et ne peut dépasser cette valeur multipliée par 30.

Dans les affaires non financières, lorsque l'officier d'exécution judiciaire exécute une décision non pécuniaire, la rémunération est fixe.

### Coûts fixes

#### Coûts fixes pour les parties adverses dans les procédures civiles

La loi régissant les frais judiciaires dans les affaires civiles porte sur les frais et les dépenses.

Les frais correspondent à la somme facturée pour chaque document présenté à la cour, dès lors que la loi prévoit de tels frais. Il existe trois types de frais différents: les frais variables, les frais fixes et les frais forfaitaires.

Le montant des frais varie selon la nature civile, familiale, commerciale ou autre de l'affaire. Le type d'action juridique entre également dans le calcul des coûts.

Les dépenses comprennent les charges liées à la participation des parties, des témoins et des experts à la procédure. Elles dépendent du **temps** et des **efforts consentis**. Les dépenses peuvent comprendre la rémunération des interprètes et des traducteurs, les frais de déplacement et de séjour ainsi que l'indemnisation des témoins pour la perte de revenus occasionnée en raison du temps passé au tribunal. D'autres dépenses sont prises en considération: la rémunération d'autres institutions et personnes, l'examen des preuves, les frais de transport et de garde d'animaux et d'objets, le temps passé en garde à vue et la publication d'annonces.

De plus, il existe des **frais de litige**. Ils se composent de frais judiciaires, de frais relatifs à la préparation du procès et aux actions engagées par l'avocat ou le conseiller juridique pour représenter le client (notamment les frais de représentation et de conseil).

Sauf disposition contraire, la règle générale veut que la partie qui succombe rembourse à la partie gagnante les frais qui ont été raisonnablement encourus pour défendre les intérêts de cette dernière. Toutefois, la partie gagnante doit attendre la condamnation avant de pouvoir se faire rembourser. La question des frais est tranchée dans la dernière phase de la procédure judiciaire, juste avant le jugement définitif.

**Stade de la procédure civile auquel les coûts fixes doivent être réglés**

Le règlement des sommes dues doit être effectué au moment où un document est déposé au tribunal (article 10 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles).

### Coûts fixes dans les procédures pénales

#### Coûts fixes pour les parties adverses dans les procédures pénales

En général, les coûts ne sont pas fixes, mais sont calculés après que la décision a été rendue. Le montant dépend de la durée de la procédure, de la condamnation et des frais d'experts. Les coûts fixes ne peuvent être prévus que dans le cas d'actions intentées par des particuliers, lorsque la personne qui introduit la demande doit payer des frais initiaux fixes.

#### Stade de la procédure pénale auquel les coûts fixes doivent être payés

Les coûts fixes pour les parties adverses dans les procédures pénales doivent être réglés après le jugement (valable et contraignant pour les parties).

#### Coûts forfaitaires pour les parties adverses dans les procédures constitutionnelles

Le Code de procédure civile polonais prévoit (en son article 424) la possibilité d'introduire une demande de réexamen, à la suite d'un jugement définitif rendu en deuxième instance. Ce recours peut être introduit si le jugement cause un préjudice à une partie et si la modification ou l'annulation de la décision ou du jugement n'a pas été possible (un recours contestant l'incompatibilité de la décision avec la loi).

Une telle demande est également possible lorsque l'incompatibilité avec la loi porte sur la violation des règles essentielles de l'ordre juridique, la violation des droits essentiels, des droits constitutionnels ou des droits de l'homme et du citoyen et lorsque le jugement a été prononcé en première instance. Dans ce cas, la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles fixe une taxe obligatoire. Il s'agit d'une taxe forfaitaire de 30 zlotys, sauf disposition contraire de la loi (article 14).

Cette règle prévoit également certaines exceptions. Dans plusieurs procédures, la taxe s'élève à :

40 zlotys si le recours en incompatibilité concerne une procédure extrajudiciaire ouverte d'office;

1 000 zlotys si le recours en incompatibilité concerne une décision du président du Service de la concurrence et de la protection du consommateur;

3 000 zlotys si le recours en incompatibilité concerne une décision du président du Conseil national de radiodiffusion;

#### Stade de la procédure constitutionnelle auquel les coûts fixes doivent être payés

Le règlement des frais forfaitaires dans les procédures constitutionnelles doit intervenir au moment de la remise au tribunal du document soumis à frais (article 10 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles).

### Informations préalables que doivent fournir les représentants légaux

#### Droits et obligations des parties

Conformément à la législation en vigueur, les représentants légaux ne sont pas responsables de l'issue de la procédure. Ils sont seulement tenus de maintenir un degré approprié de diligence et de prendre toutes les mesures nécessaires pour conduire l'affaire correctement. Cela signifie également que les représentants ont toute latitude pour sélectionner les informations qui peuvent être utiles à leurs clients.

Les codes professionnels de conduite prévoient certaines obligations. Néanmoins, ils sont publiés par les chambres professionnelles (barreaux) et sont de nature purement déclarative. En cas de manquement à ces codes, seules des mesures disciplinaires sont prises.

#### Coûts engagés

supportés par la partie gagnante,

supportés par la partie qui succombe.

### Bases juridiques pour la taxation des dépens

#### Où trouver des informations sur la taxation des dépens en Pologne?

Vous trouverez des informations (y compris sur les coûts) sur le site web officiel du ministère de la Justice polonais. La loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles est généralement applicable. Autrement dit, toute personne engagée dans des procédures judiciaires ou recherchant des informations sur les coûts peut facilement trouver les règles applicables.

Les personnes qui ont des difficultés à comprendre la loi peuvent demander une assistance auprès de leurs représentants légaux (avocat ou conseiller juridique). Les avocats professionnels peuvent fournir des informations et une assistance concernant diverses procédures dans une ou plusieurs autres langues.

#### Dans quelles langues obtenir des informations sur les frais en Pologne?

Les informations ne sont disponibles qu'en polonais.

#### Où trouver des informations concernant la médiation?

Le Code de procédure civile polonais fournit des informations sur la médiation aux articles 1831 à 18315. La rémunération et les frais remboursables des médiateurs sont fixés par le règlement du 30 novembre 2003 adopté par le **ministre de la Justice**. Néanmoins, le coût de la médiation n'est généralement pas considéré comme une dépense aux fins des procédures judiciaires, sauf si c'est le tribunal qui a ordonné la médiation.

#### Où trouver des informations complémentaires sur les frais?

##### Site web fournissant des informations sur les frais

Le site web du [ministère de la Justice polonais](#) fait partie intégrante du site web officiel du **gouvernement polonais**. Il décrit le **système judiciaire** ainsi que les questions relatives au droit civil polonais, y compris les frais judiciaires. Ce site propose un lien vers une page expliquant les coûts afférents aux affaires civiles (uniquement en polonais).

#### Où trouver des informations sur la durée moyenne des différentes procédures?

Il est extrêmement difficile de prévoir la durée moyenne d'une procédure légale car elle dépend du degré de complexité juridique et factuel de l'affaire.

#### Où trouver des informations sur le coût global moyen d'une procédure particulière?

Nonobstant ce qui précède, il est possible d'évaluer le coût moyen d'une procédure. Le coût de la représentation légale est fixé au début de la procédure. Ce coût repose sur un accord entre le client et son représentant. Pour ce qui est de la représentation légale d'office, les coûts sont prévus dans les règlements. Il est également possible d'évaluer les coûts de la procédure liés à l'audience elle-même. Ces coûts sont fixés dans la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles et dépendent de la valeur de l'objet du litige et de la nature de l'affaire (par exemple si elle concerne un litige commercial ou un divorce). Les parties peuvent également prendre en compte le coût de citation des experts.

#### Taxe sur la valeur ajoutée

##### Comment cette information est-elle fournie?

Les frais et les dépenses fixés par la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles sont exonérés de taxe, et ne sont par conséquent pas soumis à la TVA. L'assistance juridique est soumise à un taux unique de TVA (23 %).

#### Quels sont les taux applicables?

Le taux applicable de TVA est de 23 %. Les prestations fournies par les conseillers juridiques et les avocats sont taxées comme les autres prestations. La fiscalité de ces services est établie par la loi relative à la taxe sur la valeur ajoutée.

#### Aide juridictionnelle

### Seuil de revenu applicable dans les procédures civiles

Pour prétendre à l'exonération des frais de litige, les personnes doivent soumettre une demande officielle. L'exonération peut être accordée si elles peuvent prouver qu'elles ne peuvent acquitter les frais sans que cela entraîne pour elles ou leurs familles des difficultés financières.

De même, les demandeurs doivent présenter une déclaration écrite comportant les informations suivantes: état civil, revenus, source de revenus et avoirs. Si les conditions susmentionnées sont remplies, le tribunal accorde l'exonération et, en outre, attribue une aide juridictionnelle professionnelle gratuite (un représentant légal est rétribué par le **ministère des finances polonais** au début du procès; à la fin de la procédure, la partie qui succombe est obligée, sur demande de la partie gagnante, de payer les dépens).

### Seuil de revenu applicable aux défendeurs dans les procédures pénales

Il n'existe pas de seuil de revenus fixe. En règle générale, un demandeur doit prouver que, compte tenu de la situation financière de sa famille, le paiement des coûts serait difficile.

### Seuils de revenus applicables aux victimes dans les procédures pénales

Il n'existe pas de seuil de revenus fixe. Une aide juridictionnelle peut être accordée si la victime, en tant que partie aux procédures, n'est pas en mesure de régler les frais sans que cela nuise à sa situation financière et à celle de sa famille.

### Autres conditions relatives à l'octroi de l'aide juridictionnelle aux victimes

Comme cela a été indiqué précédemment, la victime doit être partie à la procédure. Pendant l'enquête, la victime est d'office une partie. Au moment du procès, elle peut obtenir le statut de partie civile (*oskarżyciel posiłkowy*).

### Autres conditions relatives à l'octroi de l'aide juridictionnelle aux défendeurs

Il n'existe pas d'autres conditions régissant l'aide juridictionnelle pour les défendeurs. Il existe toutefois des motifs supplémentaires justifiant l'octroi de l'aide juridictionnelle aux défendeurs. L'aide juridictionnelle est obligatoire si:

le défendeur est mineur;

le défendeur est sourd, muet ou aveugle;

le tribunal a de bonnes raisons de douter de sa santé mentale;

le tribunal l'estime nécessaire en raison d'éléments faisant obstacle à la défense;

les débats ont lieu en première instance devant un tribunal d'arrondissement, devant lequel une personne comparaît pour un acte délictueux ou est privée de sa liberté;

la procédure a lieu devant la Cour suprême.

### Procédures judiciaires exemptes de frais

Dans le cas des demandes publiques dans les affaires pénales, les coûts sont pris en charge par le ministère des Finances.

Les affaires concernant des mineurs sont exemptes de frais.

Les demandeurs dans certaines affaires (par exemple relatives aux obligations de pension alimentaire ou aux clauses contractuelles abusives) sont exonérés des frais judiciaires (article 96 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles).

### Quand la partie qui succombe doit-elle supporter les dépens de la partie gagnante?

La règle générale veut que la **partie qui succombe** soit tenue de payer les principaux frais de procédure et de rembourser les coûts de la partie gagnante afférents à la représentation légale. Les frais remboursables sont précisés dans le Code de procédure civile polonais (articles 99 à 110). Les frais récupérables sont notamment les frais d'instance, les frais de déplacement, l'indemnité pour perte de revenus et les honoraires d'avocat.

### Honoraires des experts

Le tribunal décide de la rémunération des experts en fonction des objectifs de l'affaire, des qualifications, du temps passé et de la charge de travail.

### Honoraires des traducteurs et interprètes

Les honoraires varient selon que la traduction/l'interprétation est demandée par l'État ou par des entités privées.

Le règlement sur la rémunération des traducteurs assermentés (adopté par le **ministre de la Justice le 25 janvier 2005 – Journal officiel de 2007, numéro 41, acte 265**) fixe les honoraires dus par les institutions publiques. Conformément à la loi, ces coûts sont déterminés par les facteurs suivants: la langue source et la langue cible (l'idée générale étant qu'il est habituellement plus facile - donc moins onéreux - de faire travailler le traducteur d'une langue étrangère vers sa langue maternelle). Les autres facteurs sont la terminologie et le niveau de spécialisation.

Dans le secteur privé, les frais sont régis par un contrat entre le traducteur/interprète et son client.

Les sources sont:

les règlements sur les honoraires des services d'avocat du ministre de la Justice du 28 septembre 2002 (Journal officiel de 2002, numéro 163, acte 1348),

la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles (Journal officiel de 2005, numéro 167, acte 1398),

le règlement sur la rémunération des traducteurs assermentés du ministre de la Justice du 25 janvier 2005 (Journal officiel de 2007, numéro 41, acte 265).

### Documents connexes

[Étude de la transparence des coûts - Rapport concernant la Pologne](#)  (396 Kb) 

Dernière mise à jour: 04/03/2024

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

### Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - Pologne

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille - divorce, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie qui demande le divorce au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: un couple se marie. Par la suite, les époux se séparent et conviennent de divorcer.

Cas B – Situation transnationale: deux ressortissants d'un même État membre (État membre A) se marient. Le mariage est célébré dans l'État membre A. Après le mariage, les époux partent vivre et travailler dans un autre État membre (État membre B), où ils établissent leur résidence. Peu après, le couple se sépare; la femme retourne dans l'État membre A, tandis que le mari reste dans l'État membre B. Le couple convient de divorcer. À son retour dans l'État membre A, la femme demande immédiatement le divorce devant les tribunaux de l'État membre B.

### Frais en Pologne

Dans le cas n° 1, B, (lorsque c'est en Pologne que la demande de divorce est déposée par l'épouse) les frais, dépenses et conditions sont les mêmes que dans l'exemple A.

### Frais afférents aux instances, aux appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels			Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	Coûts fixes de 600 zlotys	Pour chaque copie, copie de jugement exécutoire, copie de jugement ayant autorité de chose jugée 6 zlotys. Si ces documents sont en langue étrangère: 12 zlotys par page.	-	Coûts fixes de 600 zlotys			Les parties peuvent choisir un autre mode de résolution du litige.	Si le tribunal accepte la clause exécutoire: 50 zlotys.

#### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	Au minimum 360 zlotys	Non	-	-	Non	Selon les cas de l'expert

#### Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Oui	Frais de transport, perte de revenus, frais de séjour, conformément aux articles 85 à 88 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles	--		--	--

#### Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et sous quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Une partie exonérée des frais de justice peut demander à bénéficier de l'aide juridictionnelle. La cour détermine si le recours à un	Cela dépend de la décision du tribunal.	Si les coûts sont excessifs ou entraîneront, pour la partie, des difficultés financières.	Les règles générales s'appliquent selon les circonstances. Si la cour conclut à la culpabilité du défendeur, la partie qui succombe est condamnée aux dépens; Si la cour juge le défendeur non coupable, chaque		La partie des frais supérieure à ce qui était essentiel et approprié pour l'affaire	

avocat professionnel est nécessaire.		partie acquitte pour moitié les frais de procédure.			
--------------------------------------	--	---	--	--	--

#### Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers	
	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
<b>Cas A</b>	Si les documents sont transmis au tribunal dans une autre langue.	Conformément au règlement du ministre de la justice du 24 janvier 2005				

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

#### Étude de cas n° 2 – droit de la famille – garde des enfants - Pologne

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille – garde des enfants, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie demanderesse au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Case A – Situation nationale: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage pendant plusieurs années. Elles ont un enfant de trois ans, lorsqu'elles se séparent. Un jugement accorde la garde de l'enfant à la mère et un droit de visite au père. La mère intente une action en justice pour limiter le droit de visite accordé au père.

Case B – Situation transnationale du point de vue d'un avocat exerçant dans l'État membre A: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage dans un État membre (État membre B) pendant plusieurs années. Elles ont un enfant ensemble, mais se séparent immédiatement après la naissance de celui-ci. Un jugement rendu dans l'État membre B accorde le droit de garde de l'enfant à la mère et un droit de visite au père. La mère et l'enfant partent vivre dans un autre État membre (État membre A), comme le jugement les autorise à le faire, tandis que le père reste dans l'État membre B. Quelques années plus tard, la mère intente une action en justice dans l'État membre A pour modifier le droit de visite du père.

#### Frais en Pologne

Dans le cas n° 2, B, (lorsque c'est en Pologne que l'action en justice est intentée par l'épouse) les frais, dépenses et conditions sont les mêmes que dans le cas A.

#### Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels			Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
<b>Cas A</b>	Coûts fixes de 40 zlotys	Pour chaque copie, copie de jugement exécutoire, copie de jugement ayant autorité de chose jugée: 6 zlotys. Si ces documents sont en langue étrangère ou comportent des tableaux: 12 zlotys par page.	--	Les règles générales s'appliquent: les frais sont fixés à 40 zlotys.	--	--	Les parties sont libres de choisir un autre mode de résolution du litige.	Si le tribunal accepte la clause exécutoire: 50 zlotys.

#### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
<b>Cas A</b>	Non	Au minimum 120 zlotys	Non	--	--	Non	Selon les cas de l'expert

**Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais**

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Oui	Frais de transport, perte de revenus, frais de séjour, conformément aux articles 85 à 88 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles	--	--	--	--

**Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements**

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et sous quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
Cas A	Une partie exonérée des frais de justice peut demander à bénéficier de l'aide juridictionnelle. La cour détermine si le recours à un avocat professionnel est nécessaire.	Cela dépend de la décision de la cour.	Si les coûts sont excessifs ou entraîneront, pour la partie, des difficultés financières.	Les règles générales s'appliquent selon les circonstances.	--	La partie des frais supérieure à ce qui était essentiel et approprié pour l'affaire	--

**Frais de traduction et d'interprétation**

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
Cas A	Si les documents sont transmis au tribunal dans une autre langue.	Conformément au règlement du ministre de la justice du 24 janvier 2005	--	--	--	--

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

### Étude de cas n° 3 – droit de la famille – pension alimentaire - Pologne

Dans cette étude de cas sur le droit de la famille – pension alimentaire, il a été demandé aux États membres de conseiller la partie demanderesse au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

Cas A – Situation nationale: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage pendant plusieurs années. Elles ont un enfant de trois ans, lorsqu'elles se séparent. Un jugement accorde le droit de garde de l'enfant à la mère. Le seul point litigieux non réglé concerne le montant de la pension alimentaire due à la mère par le père pour l'entretien et l'éducation de l'enfant. La mère intente une action en justice portant sur cette question.

Cas B - Situation transnationale du point de vue d'un avocat exerçant dans l'État membre A: deux personnes ont vécu ensemble hors mariage dans un État membre (État membre B). Elles ont un enfant de trois ans. Elles se séparent. Un jugement rendu dans l'État membre B accorde le droit de garde à la mère. Avec l'accord du père, la mère et l'enfant partent vivre dans un autre État membre (État membre A), où ils établissent leur résidence.

Un point litigieux reste en suspens. Il concerne le montant de la pension alimentaire due à la mère par le père pour l'entretien et l'éducation de l'enfant. La mère intente une action en justice portant sur cette question dans l'État membre A.

#### Frais en Pologne

Cas n° 3 (dans le cas 3 B – quand c'est en Pologne que la mère intente une action contre le père est la Pologne, les frais, les dépenses et les conditions sont identiques à ce qui est prévu au cas A. Pour cette raison, il n'est pas nécessaire de remplir le tableau).

#### Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels			Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	Dans le cas d'une pension alimentaire, l'action en justice est exonérée de frais.	Pour chaque copie, copie de jugement exécutoire, copie de jugement ayant force de chose jugée: 6 zlotys. Si ces documents sont en langue étrangère ou comportent des tableaux: 12 zlotys par page.	--	Dans le cas d'une pension alimentaire, l'action en justice est exonérée de frais.	--	--	Les parties sont libres de choisir un autre mode de résolution du litige..	Si le tribunal accepte la clause exécutoire: 50 zlotys.

#### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation par avocat est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire ?	Coût
Cas A	Non	Au minimum 60 zlotys	Non	--	--	Non	Selon les cas de l'expert

#### Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût
Cas A	Oui.	Frais de transport, perte de revenus, frais de séjour, conformément aux articles 85 à 88 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles	Oui. La valeur de l'objet du litige est calculée de telle sorte qu'elle représente la valeur pour une année entière, si le paiement est effectué en plusieurs fois. Le droit polonais (Code de procédure civile) considère que la pension alimentaire constitue une demande pécuniaire régulièrement réitérée: 1. Si le montant de la pension alimentaire est égal à une année de paiement ou à plus d'une année, la somme totale constitue l'objet du litige. 2. Si le paiement de la pension alimentaire se poursuit pendant moins d'un an, la somme totale est considérée comme étant l'objet du litige.	Cela dépend de la valeur de l'objet du litige.

### Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
<b>Cas A</b>	Une partie exonérée des frais judiciaires peut demander une aide juridictionnelle. Le tribunal décide si la participation d'un avocat professionnel est nécessaire.	Cela dépend de la décision du tribunal.	Si les coûts sont excessifs ou entraîneront, pour la partie, des difficultés financières.	Les règles générales s'appliquent selon les circonstances.	--	La partie des frais supérieure à ce qui était essentiel et approprié pour l'affaire	--

### Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et sous quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
<b>Cas A</b>	Si les documents sont transmis au tribunal dans une autre langue.	Conformément aux règlements du ministre de la justice du 24 janvier 2005	--	--	--	--

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

#### Étude de cas n° 4 – droit commercial – contrat - Pologne

Dans cette étude de cas sur le droit commercial – droit des contrats, il a été demandé aux États membres de conseiller le vendeur au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

**Cas A – Situation nationale:** une société a livré des marchandises d'une valeur de 20 000 EUR. Le vendeur n'a pas été payé parce que l'acheteur considère que les marchandises ne correspondent pas à ce qui avait été convenu.

Le vendeur décide d'intenter une action en justice pour obtenir le parfait paiement du prix.

**Cas B – Situation transnationale:** une société dont le siège social est situé dans l'État membre B livre des marchandises d'une valeur de 20 000 EUR à un acheteur situé dans l'État membre A. La législation de l'État membre B est applicable au contrat, et celui-ci est rédigé dans la langue de l'État membre B. Le vendeur n'a pas été payé parce que l'acheteur situé dans l'État membre A considère que les marchandises ne correspondent pas à ce qui avait été convenu. Le vendeur décide d'intenter une action en justice dans l'État membre A pour obtenir le parfait paiement du prix prévu par le contrat signé avec l'acheteur.

#### Frais en Pologne

Cas n° 3 (dans la cas 3 B – quand c'est en Pologne que le vendeur intente une action contre l'acheteur, les frais, les dépenses et les conditions sont identiques à ce qui est prévu au cas A. Pour cette raison, il n'est pas nécessaire de remplir le tableau).

#### Frais afférents aux instances, aux appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance			Appels	Autres modes de résolution des litiges	
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais	Frais d'instance initiaux	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût

<b>Cas A</b>	Ils dépendent de la valeur de l'objet du litige. Conformément à la loi sur les coûts dans les affaires civiles, les frais représentent 5% de la valeur, mais ne doivent pas être inférieurs à 30 zlotys ni supérieurs à 100 000 zlotys.	Pour chaque copie, copie de jugements exécutoires, copie de jugement ayant force de loi: 6 zlotys. Si ces documents sont en langue étrangère ou comportent des tableaux: 12 zlotys par page.	--	Ils dépendent de la valeur de l'objet du litige. Conformément à la loi sur les coûts dans les affaires civiles, les frais représentent 5% de la valeur, mais doivent être compris entre un minimum de 30 zlotys et un maximum de 100 000 zlotys. Toutefois, la valeur de l'objet du litige varie au cours de la procédure. Les frais sont calculés de la même manière: le pourcentage reste identique, mais la somme finale est différente car une nouvelle base de calcul est appliquée.	Les parties sont libres de choisir un autre mode de résolution du litige.	Si le tribunal accepte la clause exécutoire: 50 zlotys.
--------------	---	--	----	---	---	---

#### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
<b>Cas A</b>	Non	Cela dépend de la valeur de l'objet du litige. Si le montant de la valeur est de l'ordre de 90 000 zlotys, les frais seront au minimum de 3 600 zlotys.	Non	--	--	Non	Si le tribunal la clause exé 50 zlotys.

#### Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
<b>Cas A</b>	Oui	Frais de transport, perte de revenus, frais de séjour, conformément aux articles 85 à 88 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles	Oui. La valeur de l'objet du litige est prise en compte.	Il dépend de la valeur de l'objet du litige.	--	--

#### Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des dans lesquels juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qu apportée?
<b>Cas A</b>	Une partie exonérée des frais judiciaires peut demander une aide juridictionnelle. Le	Cela dépend de la décision du tribunal.	Si les coûts sont excessifs ou entraîneront, pour la partie, des difficultés financières.	Les règles générales s'appliquent selon les circonstances.	--	La partie des frais supérieure à ce qui était essentiel et approprié pour l'affaire	--

tribunal décide si la participation d'un avocat professionnel est nécessaire.					
---	--	--	--	--	--

#### Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontalier	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?
<b>Cas A</b>	Si les documents sont transmis au tribunal dans une autre langue.	D'après les règlements du ministre de la Justice du 24 janvier 2005	--	--	--	--

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.

#### Étude de cas n° 5 – droit commercial – responsabilité - Pologne

Dans cette étude de cas sur le droit commercial – droit de la responsabilité, il a été demandé aux États membres de conseiller le client au sujet des dépens de l'instance, pour examiner les situations suivantes:

**Case A – Situation nationale:** un fabricant d'équipements de chauffage livre un appareil de chauffage à un installateur. Celui-ci revend l'appareil à un client pour équiper sa maison (et l'installe). La maison prend feu peu après. Chacune des parties (le fabricant, l'installateur, le client final) est assurée. L'origine de l'incendie est contestée. Personne ne veut indemniser le client.

Le client décide de poursuivre en justice le fabricant, l'installateur et les compagnies d'assurances pour obtenir une indemnisation complète.

**Case B – Situation transnationale:** un fabricant d'équipements de chauffage établi dans l'État membre B livre un appareil de chauffage à un installateur situé dans l'État membre C. L'installateur revend l'appareil à un client dans l'État membre A pour équiper sa maison (et l'installe). La maison prend feu peu après. Chacune des parties (le fabricant, l'installateur, le client final) est assurée auprès d'une compagnie d'assurances dans son propre État membre. L'origine de l'incendie est contestée. Personne ne veut indemniser le client.

Le client décide d'intenter une action en justice dans l'État membre A contre le fabricant, l'installateur et la compagnie d'assurances dans l'État membre A pour obtenir une indemnisation complète.

#### Frais en Pologne

Cas n° 5 (dans le cas 5 B – quand c'est en Pologne que le consommateur intente une action contre l'installateur et la société d'équipements, les frais, les dépenses et les conditions sont identiques à ce qui est prévu au cas A. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire de remplir le tableau.)

#### Frais afférents aux instances, aux appels et aux autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Instance		
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais
<b>Cas A</b>	Ils dépendent de la valeur de l'objet du litige. Conformément à la loi sur les frais dans les affaires civiles, les frais représentent 5 % de la valeur, mais ne doivent pas être inférieurs à 30 zlotys ni supérieurs à 100 000 zlotys.	Pour chaque copie, copie de jugement exécutoire, copie de jugement ayant force de loi: 6 zlotys. Si ces documents sont en langue étrangère ou comportent des tableaux: 12 zlotys par page.	--

Étude de cas	Appels		
	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais
<b>Cas A</b>	Ils dépendent de la valeur de l'objet du litige. Conformément à la loi sur les coûts dans les affaires civiles, les frais représentent 5% de la valeur, mais ne doivent pas être inférieurs à 30 zlotys ni supérieurs à 100 000 zlotys. Toutefois, la valeur de l'objet du litige peut varier au cours de la procédure. Dans ce cas, les frais sont calculés de la même manière: le pourcentage reste identique, mais la somme finale n'est plus la même puisqu'une nouvelle base de calcul est appliquée.	--	--

Étude de cas	Autres modes de résolution des litiges	
	Cette option est-elle envisageable pour ce type de cas?	Coût
Cas A	Les parties sont libres de choisir un autre mode de résolution du litige.	Si le tribunal accepte la clause exécutoire: 50 zlotys.

#### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat		Huissier de justice			Expert	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice	Frais postérieurs à la décision de justice	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
Cas A	Non	Il dépend de la valeur de l'objet du litige.	Non	--	--	Non	Si le tribunal : la clause exé 50 zlotys.

#### Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Oui	Frais de transport, perte de revenus, frais de séjour, conformément aux articles 85 à 88 de la loi sur les frais judiciaires dans les affaires civiles	Oui. La valeur de l'objet du litige est prise en compte.	Il dépend de la valeur de l'objet du litige.	--	--

#### Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle			Remboursements			
	Quand et à quelles conditions s'applique-t-elle?	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?	La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des frais juridiques qui ne peuvent être remboursés par l'organisme?
Cas A	Une partie exonérée des frais judiciaires peut demander une aide juridictionnelle. Le tribunal décide si la participation d'un avocat professionnel est nécessaire.	Cela dépend de la décision du tribunal.	Si les coûts sont excessifs ou entraîneront, pour la partie, des difficultés financières.	Les règles générales s'appliquent selon les circonstances.	--	La partie des frais supérieure à ce qui était essentiel et approprié pour l'affaire	--

#### Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction		Interprétation		Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?	
	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Description	Coût approximatif?

<b>Cas A</b>	Si les documents sont transmis au tribunal dans une autre langue.	D'après les règlements du Ministre de la justice du 24 janvier 2005	--	--	--	--
--------------	---	---	----	----	----	----

Dernière mise à jour: 08/11/2019

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.